

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203973]

20 JUILLET 2016. — Décret relatif aux incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance, aux apprenants en alternance et pour les coaches sectoriels (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Art. 2. Pour l'application du présent décret et de ses arrêtés d'exécution, on entend par :

1° l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 : l'accord de coopération-cadre relatif à la formation en alternance, conclu à Bruxelles le 24 octobre 2008 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

2° l'O.F.F.A. : l'Office francophone de la Formation en alternance, visé à l'article 4 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

3° l'apprenant : le jeune visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 3°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ayant conclu un contrat d'alternance;

4° le contrat d'alternance : le contrat visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 7°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 et dont les modalités sont déterminées par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 2015 relatif au contrat d'alternance;

5° l'opérateur de formation en alternance, soit :

a) les centres d'éducation et de formation en alternance (C.E.F.A.), tels que visés par le décret du 3 juillet 1991 organisant l'enseignement secondaire en alternance, y compris les établissements coopérants dont ceux de l'enseignement de promotion sociale;

b) l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (I.F.A.P.M.E.), conformément à l'accord de coopération conclu le 20 février 1995, tel que modifié par l'accord de coopération du 4 juin 2003;

6° la certification de l'apprenant en alternance : le certificat d'apprentissage, le certificat de qualification (CQ6 ou CQ7), le certificat de qualification spécifique ou tout titre ou certificat équivalent;

7° le tuteur agréé : le tuteur visé à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 6°, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, qui dispose d'une expérience minimale de cinq ans dans le métier visé par la formation en alternance suivie par l'apprenant et qui est détenteur soit :

a) d'un titre de compétence de tuteur délivré en vertu l'article 20 de l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française;

b) au terme d'une formation de tuteur de minimum huit heures, d'une certification ou d'une attestation délivrée par un établissement d'enseignement ou de formation institué ou agréé par la Communauté française, la Région wallonne, la Commission communautaire française ou par le fonds de formation sectoriel compétent;

8° le fonds de formation sectoriel : l'association sans but lucratif de formation créée par un ou plusieurs fonds de sécurité et d'existence visé(s) par la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence;

9° l'entreprise : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public, partenaire de la formation en alternance, qui accueille un apprenant dans les liens d'un contrat d'alternance;

10° le coût effectivement supporté par le fonds de formation sectoriel : toute dépense effectuée par le fonds de formation sectoriel, en raison d'une obligation légale, réglementaire ou émanant d'une convention collective de travail rendue obligatoire comprenant :

a) la rémunération brute du coach pour les prestations de travail effectives et celles légalement assimilées déduction faite des remboursements de tiers;

b) les pécules de vacances légalement dus sur les prestations visées au a);

c) la prime de fin d'année;

d) les cotisations patronales de sécurité sociale versées à l'Office national de Sécurité sociale et à l'Office national de Vacances annuelles et les cotisations spéciales, déduction faite des réductions ou exonérations de cotisations patronales de sécurité sociale dont bénéficié le fonds de formation sectoriel;

e) les frais de transport pour le domicile-lieu de travail;

f) les frais de secrétariat social et les primes versées dans le cadre de l'assurance accident du travail en vertu de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents de travail;

g) les frais de médecine du travail;

h) la quote-part patronale des titres-repas.

Sont exclus du coût visé à l'alinéa 1^{er}, 10°, les indemnités, le montant des avantages en nature, le remboursement de frais engagés par le coach pour compte du fonds sectoriels, les libéralités et gratifications.

Le Gouvernement peut préciser les définitions visées à l'alinéa 1^{er}.

CHAPITRE II. — *Dispositions relatives aux incitants financiers**Section 1^{re}. — Incitants financiers octroyés aux entreprises partenaires de la formation en alternance*

Art. 3. § 1^{er}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions du présent décret, le Gouvernement octroie à l'entreprise un incitant financier de 750 euros destiné à renforcer l'encadrement de l'apprenant par un tuteur agréé.

L'entreprise bénéficie de l'incitant financier visé à l'alinéa 1^{er} si, cumulativement :

1^o elle respecte les conditions visées à l'article 2*bis* de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008;

2^o elle a conclu un contrat d'alternance avec l'apprenant;

3^o elle a assuré, pour l'apprenant, une formation d'au minimum deux cent septante jours sous contrat d'alternance durant la première année de formation en alternance qui démarre le jour où l'entreprise conclut un contrat d'alternance avec un apprenant de niveau A, au sens de l'article 2*ter*, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008, ciblant une formation à un métier déterminé, et qui se termine au plus tard le 31 août de l'année scolaire au cours de laquelle l'apprenant passe au niveau B;

4^o elle encadre l'apprenant par un tuteur agréé;

5^o l'apprenant a réussi la première année de formation en alternance, telle que visée au 3^o, ou est admis dans le niveau supérieur après un minimum de 270 jours sous contrat d'alternance.

Par dérogation à l'alinéa 2, 4^o, pour l'entreprise qui n'occupe aucun travailleur salarié et qui n'a accueilli aucun apprenant en alternance dans les cinq ans ayant précédé la conclusion d'un contrat d'alternance, la condition liée au tuteur agréé est d'application à partir du 1^{er} septembre 2019.

§ 2. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions du présent décret, le Gouvernement octroie un incitant financier de 750 euros à l'entreprise qui n'occupe aucun travailleur salarié et qui conclut son premier contrat d'alternance.

Le Gouvernement détermine les modalités et conditions d'octroi à l'entreprise agréée selon les critères définis à l'article 2*bis*, § 2, de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008 de l'incitant visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement peut adapter le montant des incitants financiers visés aux paragraphes 1^{er} et 2. Dans ce cas, sa décision spécialement motivée tient compte soit de l'évolution des législations et réglementations relatives à la formation en alternance et aux aides aux entreprises soit des avis et rapports que l'O.F.F.A. lui transmet conformément à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

§ 4. L'entreprise bénéficie une seule fois, pour un même apprenant, de l'incitant financier visé au paragraphe 1^{er}.

L'entreprise bénéficie une seule fois de l'incitant financier visé au paragraphe 2.

Art. 4. L'O.F.F.A. décide de l'octroi des incitants financiers visés à l'article 3, dont la liquidation est effectuée, conformément aux modalités que le Gouvernement détermine, par les services que le Gouvernement désigne.

Section 2. — Incitants financiers octroyés aux apprenants

Art. 5. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles et aux conditions du présent décret, le Gouvernement octroie un incitant financier de 750 euros à l'apprenant qui obtient une certification au sens de l'article 2, alinéa 1^{er}, 6^o, afin de soutenir la motivation de ce dernier à mener à terme et à réussir sa formation dans le cadre du contrat d'alternance.

L'apprenant bénéficie une seule fois de l'incitant visé à l'alinéa 1^{er}.

Le Gouvernement peut adapter le montant de l'incitant financier visé à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, sa décision spécialement motivée tient compte soit de l'évolution des législations et réglementations relatives à la formation en alternance et aux aides aux entreprises soit des avis et rapports que l'O.F.F.A. lui transmet conformément à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Section 3. — Incitants financiers octroyés à l'engagement de coaches sectoriels

Art. 6. Dans la limite des crédits budgétaires et aux conditions du présent décret, le Gouvernement octroie au fonds de formation sectoriel, un incitant financier qui peut prendre la forme :

1^o soit d'une aide telle que déterminée par ou en vertu du décret du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement;

2^o soit d'une subvention dont les critères et modalités d'attribution sont établis par le Gouvernement.

Le montant annuel de l'incitant financier visé à l'alinéa 1^{er}, correspond à un maximum de cinquante pour cent du coût effectivement supporté par le fonds de formation sectoriel, plafonné à 30.000 euros par équivalent temps plein.

L'aide visée à l'alinéa 1^{er} prend en charge, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, une partie de la rémunération d'un coach sectoriel engagé par un fonds de formation sectoriel actif dans la formation en alternance.

Le Gouvernement peut adapter le montant de l'incitant financier visé aux alinéas 1^{er} et 2. Dans ce cas, sa décision spécialement motivée tient compte soit de l'évolution des législations et réglementations relatives à la formation en alternance et aux aides aux entreprises soit des avis et rapports que l'O.F.F.A. lui transmet conformément à l'article 5 de l'accord de coopération-cadre du 24 octobre 2008.

Art. 7. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} septembre 2016.

Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 20 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,

J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire, de la Mobilité et des Transports
et du Bien-être animal,

C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,

E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Aéroports,
délégué à la Représentation à la Grande Région,

R. COLLIN

—————
Note

(1) Session 2015-2016.

Documents du Parlement wallon, 521 (2015-2016) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 19 juillet 2016.

Discussion.

Compte-rendu intégral, séance plénière du 20 juillet 2016.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203973]

20 JULI 2016. — Decreet betreffende de financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding, aan de alternerende leerlingen en voor de sectorale coaches (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I - *Definities*

Art. 2. Voor de toepassing van dit decreet en van de uitvoeringsbesluiten ervan wordt verstaan onder:

1° het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008: het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding, gesloten te Brussel op 24 oktober 2008 tussen de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de "O.F.F.A.". : de "Office francophone de la Formation en alternance" (Franstalige dienst alternerende opleiding), bedoeld in artikel 4 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008;

3° de leerling: de jongere bedoeld in artikel 1, § 1, 3°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, die een alternerende overeenkomst heeft gesloten;

4° de alternerende overeenkomst: de overeenkomst bedoeld in artikel 1, § 1, 7°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, waarvan de modaliteiten bepaald worden in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 2015 betreffende de alternerende overeenkomst;

5° de operator in de alternerende opleiding, ofwel:

a) de "centres d'éducation et de formation en alternance (C.E.F.A.)" (centra voor Alternerend Onderwijs en Opleiding) bedoeld in het decreet van 3 juli 1991 tot regeling van het alternerend secundair onderwijs, met inbegrip van de deelnemende inrichtingen waaronder de inrichtingen voor sociale promotie;

b) het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (I.F.A.P.M.E.)" (Waals instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), overeenkomstig het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995, zoals gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003;

6° de kwalificatie van de alternerende leerling: het leergetuigschrift, het kwalificatiecertificaat (CQ6 of CQ7), het specifieke kwalificatiecertificaat of elke gelijkwaardige titel of certificaat;

7° de erkende voogd: de voogd bedoeld in artikel 1, § 1, 6°, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008, die een minimale ervaring van 5 jaar heeft in het beroep betrokken bij de door de leerling gevolgde alternerende opleiding en die:

a) ofwel houder is van een bekwaamheidsbewijs van voogd verleend krachtens artikel 20 van het samenwerkingsakkoord van 20 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

b) ofwel, aan het einde van de voogdopleiding van minimum 8 uur, houder is van een kwalificatie of een attest afgegeven door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingericht of erkend door de Franse gemeenschap, het Waalse gewest, de Franse Gemeenschapscommissie of het bevoegde sectorale opleidingsfonds;

8° het sectorale opleidingsfonds: de opleidingsvereniging zonder winstoogmerk opgericht door één of meerdere fondsen voor bestaanszekerheid en aan de werkgevers bedoeld in de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid;

9° het bedrijf: elke privé- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon die in het kader van de alternerende opleiding partner is, en die een leerling in het kader van een alternerende overeenkomst begeleidt;

10° de door het sectorale opleidingsfonds werkelijk gedragen kosten: elke uitgave gedaan door het sectorale opleidingsfonds krachtens een verplichting opgelegd bij een wet, een reglement of een dwingende collectieve arbeidsovereenkomst, met name:

a) de bruto bezoldiging van de coach voor de werkelijke arbeidsprestaties en de wettelijk gelijkgestelde arbeidsprestaties, na aftrek van de terugbetalingen van derden;

b) de vakantiegelden die wettelijk verschuldigd zijn voor de in a) bedoelde prestaties;

c) de eindejaarspremie;

d) de werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid gestort aan de RSZ en de RJV en de specifieke bijdragen, na aftrek van de verminderingen of vrijstellingen van werkgeversbijdragen inzake sociale zekerheid die het sectorale opleidingsfonds geniet;

e) de vervoerkosten voor de woonplaats-werkplaats;

f) de kosten sociaal secretariaat en de premies gestort in het kader van de verzekering arbeidsongeval krachtens de wet van 10 april 1971 op de arbeidsongevallen;

g) de kosten arbeidsgeneeskunde;

h) de werkgeversbijdrage maaltijdcheques.

Van de in het eerste lid, 10°, bedoelde kosten uitgesloten worden, de vergoedingen, het bedrag van de voordelen in natura, de terugbetaling van kosten gemaakt door de coach voor rekening van het sectorale fonds, schenkingen en giften.

De definities opgenomen in het eerste lid kunnen nader bepaald worden door de Regering.

HOOFDSTUK II. — Bepalingen betreffende de financiële incentives

Afdeling 1. — Financiële incentives toegekend aan de partnerbedrijven in het kader van de alternerende opleiding

Art. 3. § 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden van dit decreet kent de Regering het bedrijf een financiële incentive van 750 euro toe om de begeleiding van de leerling door een erkende voogd te versterken.

Het bedrijf geniet de in het eerste lid bedoelde financiële incentive indien het de volgende voorwaarden cumulatief vervult:

1° het leeft de voorwaarden bedoeld in artikel 2 bis van het kaderakkoord tot samenwerking betreffende de alternerende opleiding van 24 oktober 2008 na;

2° het heeft een alternerende overeenkomst met de leerling gesloten;

3° het heeft voor de leerling voorzien in een opleiding van minstens tweehonderd zeventig dagen onder alternerende overeenkomst tijdens het eerste jaar alternerende opleiding beginnend op de dag waarop het bedrijf een alternerende overeenkomst met een leerling van niveau A heeft gesloten, in de zin van artikel 2*ter*, § 2, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008 met het oog op het volgen van een opleiding tot een welbepaald beroep en eindigend uiterlijk op 31 augustus van het schooljaar waarin de leerling naar het niveau B overgaat;

4° het begeleidt de leerling met een erkende voogd;

5° de leerling is geslaagd voor het eerste jaar alternerende opleiding zoals bedoeld in 3° of wordt toegelaten tot het hogere niveau na een minimum van 270 dagen onder alternerende overeenkomst.

In afwijking van het tweede lid, 4°, is de aan de erkende voogd gebonden voorwaarde van toepassing op 1 september 2019 voor het bedrijf dat geen loontrekkende werknemer tewerkstelt en dat geen alternerende leerling binnen vijf jaar voor het sluiten van een alternerende overeenkomst heeft begeleid.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden van dit decreet kent de Regering een financiële incentive van 750 euro toe aan het bedrijf dat geen loontrekkende werknemer tewerkstelt en dat zijn eerste alternerende overeenkomst sluit.

De Regering bepaalt de modaliteiten en voorwaarden voor de toekenning van de in het eerste lid bedoelde incentive aan het erkende bedrijf volgens de criteria bepaald in artikel 2*bis*, § 2, van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

§ 3. De Regering kan het bedrag van de in §§ 1 en 2 bedoelde financiële incentives aanpassen. In dit geval houdt haar met redenen omklede beslissing rekening met ofwel de ontwikkeling van de wetgevingen en regelingen betreffende de alternerende opleiding en de steun aan bedrijven, ofwel met de adviezen en verslagen die de "O.F.F.A." haar overmaakt overeenkomstig artikel 5 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

§ 4. Voor eenzelfde leerling geniet het bedrijf eenmaal de in § 1 bedoelde financiële incentive.

Het bedrijf geniet eenmaal de in § 2 bedoelde financiële incentive.

Art. 4. De "O.F.F.A." beslist over de toekenning van de in artikel 3 bedoelde financiële incentives waarvan de uitbetaling overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten wordt uitgevoerd door de diensten die de Regering aanwijst.

Afdeling 2. — Financiële incentives toegekend aan de leerlingen

Art. 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden van dit decreet kent de Regering een financiële incentive van 750 euro toe aan de leerling die een kwalificatie krijgt in de zin van artikel 2, eerste lid, 6° om bedoelde leerling te motiveren om zijn opleiding in het kader van de alternerende overeenkomst te voltooien en ervoor te slagen.

De leerling geniet eenmaal de in § 1 bedoelde financiële incentive.

De Regering kan het bedrag van de in het eerste lid bedoelde financiële incentive aanpassen. In dit geval houdt haar met redenen omklede beslissing rekening met ofwel de ontwikkeling van de wetgevingen en regelingen betreffende de alternerende opleiding en de steun aan bedrijven, ofwel met de adviezen en verslagen die de "O.F.F.A." haar overmaakt overeenkomstig artikel 5 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

Afdeling 3. — Financiële incentives toegekend voor de aanwerving van sectorale coaches

Art. 6. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten en onder de voorwaarden van dit decreet kent de Regering het sectorale opleidingsfonds een financiële incentive toe die de vorm kan aannemen van :

1° ofwel een tegemoetkoming zoals bepaald bij of krachtens het decreet van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector en het onderwijs;

2° ofwel een toelage waarvan de criteria en modaliteiten van toekenning door de Regering bepaald worden.

Het jaarlijkse bedrag van de in het eerste lid bedoelde financiële incentive stemt overeen met een maximum van 50 % van de door het sectorale opleidingsfonds werkelijk gedragen kosten met een plafond op 30.000 euro per voltijds equivalent.

De in het eerste lid bedoelde tegemoetkoming dekt, volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, een deel van de bezoldiging van een sectorale coach tewerkgesteld door een sectoraal opleidingsfonds dat in de alternerende opleiding actief is.

De Regering kan het bedrag van de in §§ 1 en 2 bedoelde financiële incentives aanpassen. In dit geval houdt haar met redenen omklede beslissing rekening met ofwel de ontwikkeling van de wetgevingen en regelingen betreffende de alternerende opleiding en de steun aan bedrijven, ofwel met de adviezen en verslagen die de "O.F.F.A." haar overmaakt overeenkomstig artikel 5 van het kaderakkoord tot samenwerking van 24 oktober 2008.

Art. 7. Dit decreet treedt in werking op 1 september 2016.

De Regering kan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 20 juli 2016.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme en Luchthavens,
afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2015-2016.

Stukken van het Waals Parlement, 521 (2015-2016) Nrs 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire zitting van 19 juli 2016.

Bespreking.

Volledig verslag, plenaire zitting van 20 juli 2016.

Stemming